

## Compte-Rendu du Conseil Municipal du 26 novembre 2009

**Nombre d'élus : 23**  
**En fonctions : 23**  
**Présents : 19**

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - FLORI - ANTOINE – DILLER - PATRICOLA  
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - CORTINA - OMINETTI - TISON Conseillers.

**Absents excusés:**

M. QUINIO	procuration à Mme PALUCCI
Mme ANDRE	procuration à M. DHIOS
M. CUSUMANO	procuration à Mme ANTOINE
M. LORANG	procuration à M. STRAUB

**Date d'envoi de la convocation : 20 novembre 2009**

**Secrétaire de séance :** Madame FLORI

### Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 29 octobre 2009
2. Budget supplémentaire 2009.
3. Jardins familiaux – résultat de l'appel d'offres
4. Renouvellement du crédit de trésorerie
5. Conseil de Communauté de Metz Métropole – élection des délégués titulaires et suppléants de la commune
6. Actions en justice – Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la Commune – Affaire NEYHOUSER
7. Rue de l'Abbé Roget – dissimulation des réseaux France Télécom – Signature de la convention
8. Création d'une crèche multiservice – Décision à intervenir
9. Personnel communal – Modification du tableau des effectifs
10. Accueil périscolaire – mercredis éducatifs – CLSH – Animations estivales – Tarification modulée en fonction des ressources des familles – Décision applicable à partir de janvier 2010
11. DPU
12. Divers

### 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2009

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu de la réunion du 29 octobre 2009 est approuvé.

Adopté à l'unanimité

## 2) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2009

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire commente le budget supplémentaire 2009 et précise que chaque membre du conseil a été destinataire d'un exemplaire.

**En section de fonctionnement** : Il précise que chaque compte a été réajusté ou non en fonction des dépenses engagées et à venir d'ici la fin de l'année. Il explique certains articles les plus approvisionnés.

***Cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 142 562 €.***

**En section d'investissement** : Il précise les travaux prévus avant la fin de l'année ainsi que les recettes supplémentaires octroyées à la commune

***La section s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 104 000 €.***

Sur le plan des travaux d'investissement on constate que deux projets n'ont pas été facturés sur cette année.

❖ Le parc de l'Archyre qui est en phase finale mais dont les factures sont pour le moment réglées par Metz Métropole par délégation et qui ne seront imputées à la Commune qu'à la fin des travaux, dans le courant du premier trimestre 2010 vraisemblablement.

❖ La vélo-route : les travaux n'ont pas encore débuté car les communes concernées sont dans l'attente d'une garantie d'obtention de la subvention demandée auprès du Conseil Général.

Du côté des recettes, Monsieur le Maire précise que la commune a obtenu de la part du Conseil Général, dans le cadre du PACTE 57 les abondements demandés ce qui a permis d'avoir les travaux tels que la place de l'Europe et la rue de l'Abbé Roget très fortement subventionnés.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**vote** le budget supplémentaire 2009 qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de

**Section de fonctionnement    142 562 €**  
**Section d'investissement    104 000 €**

Adopté à l'unanimité.

## 3) JARDINS FAMILIAUX – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

### **Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée qu'un appel d'offre a été effectué pour l'essouchement des terrains situés dans le périmètre des jardins familiaux.

Il a été demandé aux entreprises de débarrasser les terrains de la végétation arbustive aérienne et en sous-sol. Le sol labouré devra être hersé, le sous fond débarrassé des souches et racines afin de permettre aisément le travail du sol par les outils manuels des futurs jardiniers. Le sol sera nivelé. L'entreprise devra prendre connaissance du périmètre délimité sur le terrain par des bornes et piquets. Elle procèdera à son propre repérage afin de conserver intact le bornage existant.

Elle procèdera à l'abattage des arbres à hautes tiges, au débitage des troncs et ramures jusqu'à un diamètre de 8 cm et à la mise en dépôt stéré le long du chemin d'accès. Certains arbres marqués seront à conserver. La végétation arbustive de section comprise entre 3 et 8 cm de diamètre sera déchiquetée sur place pour valorisation en compost. La petite végétation ainsi que les branchages seront brûlés sur place.

3 entreprises ont répondu :

Entreprises	Montant HT
LEFORT Christophe	9 800 € (option 2)
MAYER et fils	11 011 €
LOUIS Frères	27 850 €

La commission d'appel d'offres réunie le 18 novembre dernier pour l'ouverture des plis, propose de retenir la société LEFORT avec l'option 2 c'est-à-dire avec la mise en dépôt de 20 stères de bois et non de la totalité des grumes (option 1 pour 13 800 € HT). La commission préconise de rappeler à l'entreprise de faire en sorte de conserver les bornes existantes lors de la notification du marché.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**entérine** la décision de la Commission d'appel d'offres et retient la société LEFORT pour un montant de 9.800 € HT.

Adopté à l'unanimité.

#### 4) RENOUELEMENT DU CREDIT DE TRESORERIE

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe le conseil que la commune a contacté plusieurs organismes bancaires afin d'obtenir un crédit de trésorerie d'un montant de 150 000 € pour de financer les besoins ponctuels de trésorerie. Il rappelle que la commune avait signé un contrat identique l'an passé avec le Crédit Agricole de Lorraine. Il précise qu'en 2009, cette ligne n'avait pas été utilisée.

Il communique les offres émanant de DEXIA, Crédit Mutuel et Crédit Agricole.

Organismes bancaires	Montant	Durée	Index	Marge	Frais de dossier	Taux Final
Crédit Agricole	150 000	1 an	Euribor 3 mois jour (taux octobre 09 : 1.304 % - valeur index 0.754)	0.550 %	0.10 % du montant accordé	1.304
DEXIA	150 000	1 an	EONIA (taux au 26/10/09 : 0.340%)	1.10%		1.440
Crédit Mutuel	150 000	1 an	T4M + marge de 1 point (taux en septembre 0.3584%) Le M est égal à la moyenne arithmétique des taux EONIA – EURO Overnight Index Average)	1%	0.10 % du montant autorisé	1.3584

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**propose** de retenir le Crédit Agricole aux conditions suivantes :

	Montant	Durée	Index	Marge	Frais de dossier	Taux Final
Crédit Agricole	150 000	1 an	Euribor 3 mois jour (taux octobre 09 : 1.304 % - valeur index 0.754)	0.550 %	0.10 % du montant accordé	1.304

Adopté à l'unanimité

#### 5) CONSEIL DE COMMUNAUTE DE METZ METROPOLE – ELECTION DES DELEGUES TITULAIRE ET SUPPLEANTS DE LA COMMUNE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle qu'en date du 25 mai dernier, le Conseil de Communauté de Metz Métropole avait décidé d'engager une modification statutaire portant sur la représentation des communes composant la Communauté d'Agglomération.

Les conseils municipaux des 40 communes membres ont ensuite délibéré sur cette réforme. Celle-ci a été approuvée par 27 d'entre eux et rejetée par 13 autres.

Monsieur le Préfet a donc émis un arrêté actant cette modification.

Il appartient désormais aux communes membres de procéder à l'élection de ses délégués titulaires et suppléants. L'entrée en vigueur de cette nouvelle répartition des sièges a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Scy-Chazelles doit élire 2 titulaires et 1 suppléant.

M. le Maire est candidat. Il propose M. NICOLAY, titulaire et M. DHIOS en tant que délégué suppléant. Il précise que s'il y a d'autres candidats, l'élection est ouverte. M. NAVROT et BRABLE sont intéressés par le poste de suppléant.

Le vote se déroule à bulletins secrets.

1 <sup>er</sup> titulaire	candidat Jacques STRAUB	21 voix - 2 bulletins blancs	
2 <sup>ème</sup> titulaire	candidat JM NICOLAY	19 voix - 4 bulletins blancs	
Suppléant	candidats M. BRABLE – NAVROT – DHIOS	15 voix - M. DHIOS	
		4 voix - M. NAVROT	} 1 bulletin blanc
		3 voix - M. BRABLE	

**Sont élus** délégués au Conseil de Communauté de Metz Métropole :

titulaire :	M. Jacques STRAUB
titulaire :	M. Jean Marie NICOLAY
suppléant	M. Bernard DHIOS

## 6) ACTIONS EN JUSTICE – DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA COMMUNE – AFFAIRE NEYHOUSER

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'en date du 26 mars 2001, l'Assemblée lui avait donné délégation pour ester en justice au nom de la commune suivant l'article L 2122-22-16 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que le maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de tout ou partie, pour la durée de son mandat, « d'intenter au nom de la commune, les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal ».

Il rappelle également que la Commune a aussi désigné Maître DOLLÉ pour la défendre devant le Tribunal Administratif en particulier pour les affaires d'urbanisme.

Or, une nouvelle affaire est portée devant le Tribunal et Monsieur le Maire demande à ce que le conseil délibère précisément sur celle-ci en confiant la défense du dossier à Maître DOLLÉ.

Monsieur le Maire donne lecture de la requête introductive d'instance afin d'obtenir l'annulation de la décision de rejet implicite du recours gracieux pour insuffisance de rémunération de Mademoiselle Camille NEYHOUSER embauchée en tant qu'agent recenseur et rappelle les faits.

Monsieur le Maire fait remarquer que l'objet de ce recours au Tribunal Administratif est tout à fait inadmissible surtout compte tenu du fait qu'il émane de la fille d'un ancien conseiller municipal. Comme convenu, les agents recenseurs ont bénéficié de la totalité des dotations de l'Etat pour ce travail et la Commune a donc dû mettre de sa poche les charges sociales. Les revendications de l'intéressée portent sur des sommes ridicules et témoignent d'un total mépris des intérêts publics, au profit bien évidemment des intérêts privés.

Monsieur le Maire rappelle que ce mode de rétribution a été celui des deux recensements précédents et qu'il n'a fait l'objet d'aucune contestation. De plus, il avait été approuvé à l'époque par le conseiller concerné. Mais il est vrai, qu'à l'époque aussi ses intérêts privés n'étaient pas en cause. Force est de constater que les opinions changent lorsque l'on est soi-même concerné.

Il fait également remarquer que Melle NEYHOUSER a essayé de susciter l'envoi d'une pétition signée par l'ensemble des agents recenseurs et qu'elle a totalement échoué dans son entreprise. Enfin ces agents recenseurs ont également été invités par elle à faire un recours gracieux au Tribunal Administratif. En vain. Il ne s'agit donc pas d'une simple action personnelle mais d'une entreprise de prosélytisme à l'encontre de la Commune

Mme MULLER rappelle brièvement les faits : lors de l'embauche des agents recenseurs, l'Etat n'avait pas porté à la connaissance de la Commune le montant de la dotation (information transmise très tardivement). Sachant que celle-ci ne serait en aucun cas inférieure à celle attribuée lors du dernier recensement, il a été communiqué oralement aux personnes intéressées par le poste lors de la signature de leur arrêté de nomination qu'elles seraient payées à la feuille de logement et que la somme ne serait pas inférieure à 3 € par feuille. Tous les agents ont accepté le poste avec ces conditions.

Elle précise également que les communes sont libres de choisir le calcul de paiement des agents recenseurs et que certaines communes ont rémunéré mieux que d'autres mais que le choix était celui des conseils municipaux.

Le **Conseil Municipal** après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à confier à Maître DOLLÉ la défense des intérêts de la commune devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans l'affaire ci-dessus mentionnée ainsi que tout autre dossier à venir si Monsieur le Maire le juge nécessaire.

Adopté à l'unanimité.

## **7) RUE DE L'ABBE ROGET – DISSIMULATION DES RESAUX FRANCE TELECOM – SIGNATURE DE LA CONVENTION**

### **Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Monsieur NAVROT porte à la connaissance de l'Assemblée la convention établie par France Télécom formalisant les modalités juridiques et financières de l'opération d'enfouissement des réseaux aériens de télécommunication du n°1 au n°11 de la Rue de l'Abbé Roget.

Il explique que dans le cadre des travaux d'aménagement de la Rue de l'Abbé Roget, France Télécom et la commune ont décidé de coordonner leurs efforts pour l'amélioration de l'environnement par l'effacement des équipements de communications électroniques aériens existants.

Il rappelle qu'un protocole d'accord entre les deux parties avait déjà été signé par délibération du 14 novembre 2008 pour ces travaux. France Télécom accompagne donc la commune en étant partenaire technique et financier.

Monsieur NAVROT précise que France Télécom imputera une facture à la commune de 535.81 € TTC en ce qui concerne sa participation au financement des prestations d'ingénierie et 205.71 € HT relatifs à la participation communale au financement du matériel « câblage ».

En contrepartie, la commune émettra un titre de 1565.82 € HT correspondant à la participation de France Télécom au financement des prestations « études et travaux de câblage » et « fourniture du matériel de génie civil » et « travaux de terrassements ».

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à signer la convention avec France Télécom formalisant les modalités juridiques et financières de l'opération d'enfouissement des réseaux aériens de télécommunication du n°1 au n°11 de la Rue de l'Abbé Roget.

Adopté à l'unanimité.

## 8) CREATION D'UNE CRECHE MULTISERVICE – DECISION A INTERVENIR

### Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT rappelle à l'Assemblée qu'il entraine dans les intentions de la commune de créer sur le terrain communal situé derrière le parking de l'école maternelle Arc-en-ciel une crèche d'une trentaine de places, dont 20 réservées pour la commune de Scy-Chazelles, et 10 pour les communes voisines ou éventuelles entreprises intéressées (à noter le très peu d'enthousiasme des communes voisines et des entreprises sollicitées).

Après avoir rencontré différents constructeurs-gestionnaires de crèches, les services de la CAF et ceux du Conseil Général, il s'avère que le coût de fonctionnement restant à la charge de la commune est trop élevé pour pouvoir être supporté par notre commune pour 20 berceaux :

- de l'ordre de 7 000 €/an/berceau dans l'hypothèse où le coût de la construction du bâtiment serait supporté par l'organisme de crèche,
- de l'ordre de 8 à 11 000 €/an/berceau dans l'hypothèse où le coût de la construction du bâtiment serait supporté par la commune (environ 1,2 M€ TTC).

Toujours en concertation avec les services de la CAF et du Conseil Général, la solution de micro-crèche (10 berceaux) a donc été examinée et paraît beaucoup plus appropriée à l'échelle de notre commune. Des visites ont été effectuées auprès de communes pionnières en la matière, ainsi qu'auprès d'organismes gérant ce type de structure (en l'occurrence ce sont souvent des associations type "Familles Rurales"). Les retours d'expérience sont similaires : pour une capacité de 10 berceaux, dans l'hypothèse où la commune met à disposition des locaux de l'ordre de 120 m<sup>2</sup>, le coût de fonctionnement restant à la charge de la commune, après participation des parents et aides de la CAF, s'élèverait à environ 35 K€/an.

Les réflexions de la commission des travaux se sont donc orientées vers la réhabilitation des locaux communaux situés rue de Crimée au dessus de l'école Sous les Vignes, qui après visite des services de la CAF et du Conseil général, semblent parfaitement adaptés. Par ailleurs, ces derniers ont précisé que le coût de l'opération (études et travaux) pouvait être subventionné de 50 à 80%.

La commission des travaux propose donc au conseil municipal et après établissement d'un cahier des charges, de lancer la consultation d'un maître d'œuvre dans le but de réaliser les études de faisabilité et de réhabilitation des locaux en 2010, en vue d'une éventuelle ouverture de la structure à la rentrée 2011 (les travaux seraient réalisés 2010-2011, après nouvelle délibération du conseil validant d'une part les résultats des études et le chiffrage des travaux, et d'autre part la volonté de réaliser une micro-crèche dans notre commune). La mission du maître d'œuvre se décomposerait en une tranche ferme pour les études, et une tranche conditionnelle pour les travaux (ce qui laisse la possibilité de ne pas donner suite à sa mission, et sans indemnisation, dans l'hypothèse où le projet ne se concrétiserait pas).

- **M. CORTINA** pense que l'implantation de la crèche serait plus judicieuse sur le bas du village pour les raisons suivantes :

Les entreprises sont situées le long de la Voie de la Liberté.

La rue de Crimée est très étroite, le lieu est difficile pour se garer et déposer les enfants.

Un flux de circulation sera créé dans le vieux village.

- **M. le Maire** précise que, dans le bas du village, la commune ne possède que le bâtiment du 1 rue de la Cheneau dans lequel habitent 4 locataires. Deux d'entre eux auraient été obligés de partir et la crèche aurait dû être réalisée dans des appartements superposés donc sur 2 étages ce qui n'est pas fonctionnel.

De plus, le local de la rue de Crimée se trouve au-dessus de l'école maternelle et sa réfection pour y installer une crèche permet à la commune de bénéficier d'une importante subvention et de profiter des travaux pour remettre en conformité l'école à un moindre coût.

- **Mme ANTOINE** évoque le fait que ce choix d'implantation permettra de maintenir un centre de vie au village.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à lancer une consultation d'un maître d'œuvre pour étudier la faisabilité d'une crèche et la réhabilitation des locaux du bâtiment communal rue de Crimée.

Adopté à l'unanimité.

## 9) PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée que Madame ROSSEL avait été reçue à son examen d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe et qu'elle a été nommée à compter du 8 juillet 2009 après avis favorable de la CAP (document reçu fin septembre).

Il rappelle également qu'en date du 21 septembre, Madame STEILER a pris ses fonctions de directrice du centre de loisirs au grade d'animateur territorial. Si ces postes avaient été créés lors du dernier tableau des effectifs, il convient de rectifier le nombre d'agents en fonction.

Enfin, il précise qu'un contrat CAE de 30 h a été embauché au centre de loisirs afin de pallier à l'absence de Stéphane CHEVALIER qui est en disponibilité à compter du 1<sup>er</sup> décembre prochain. Un second contrat de 22 h est envisagé afin de pallier au nombre d'enfants croissant à la cantine surtout au niveau des effectifs de maternelle.

Monsieur NICOLAY demande donc de procéder à la modification du tableau comme suit

**Tableau des effectifs au 26 novembre 2009**

GRADE	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	1	2	2
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	3
Brigadier	0	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe	0	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 15 heures	2	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 23 h	0	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe non titulaire emploi occasionnel	4	4	0
Adjoint du Patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Animateur	0	1	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	3	4	4
Agent spécialisé 1 <sup>ère</sup> cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	4	10	9
	<b>32</b>	<b>43</b>	<b>36</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**décide** de modifier le tableau des effectifs comme proposé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

## 10) ACCUEIL PERISCOLAIRE – MERCREDIS EDUCATIFS – CLSH – ANIMATIONS ESTIVALES – TARIFICATION MODULEE EN FONCTION DES RESSOURCES FAMILIALES – DECISION APPLICABLE A PARTIR DE JANVIER 2010

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Mme ANTOINE fait part au Conseil de la réunion avec Monsieur LECLECH de la CAF pour d'étudier un réajustement des aides accordées aux familles afin d'avantager les familles les plus nécessiteuses.

Le calcul se faisait jusqu'à présent sur la base du revenu fiscal de référence 2007 (barème applicable jusqu'à décembre 2009) mais ne tenait pas compte des parts de chacun.

### **Tranches existantes :**

- 30 % d'abattement pour les revenus mensuels inférieurs à 1000€
- 20 % d'abattement pour les revenus mensuels compris entre 1 000 e et 1799€
- 10 % d'abattement pour les revenus mensuels compris entre 1800€ et 3455€

Après étude, Mme ANTOINE propose de revoir le mode de calcul en se basant toujours sur le revenu fiscal de référence mais en tenant compte des parts et de créer une nouvelle tranche à 50 % pour les très faibles revenus, à savoir

- 50 % pour les revenus mensuels inférieurs à 350 €
- 30 % pour les revenus mensuels compris entre 351 et 500 €
- 20 % pour les revenus mensuels compris entre 501 et 800 €
- 10 % pour les revenus mensuels compris entre 801 et 1200 €
- 0 % pour les revenus mensuels supérieurs à 1201 €

Elle rappelle que pour bénéficier de ces conditions, les parents doivent :

- 1- demeurer dans la commune
- 2- un des deux parents au moins doit être ressortissant du régime général de la Sécurité Sociale.
- 3- La famille doit être allocataire CAF ou susceptible de l'être du fait de ses employeurs.

Elle précise également que pour mettre en place cette tarification modulée en fonction des revenus, les familles doivent impérativement produire leur avis d'imposition et que le tarif de base sera appliqué jusqu'à la production des documents nécessaires. La rétroactivité ne sera pas possible.

Au vu de ce qui précède, Mme ANTOINE propose de modifier les tranches comme indiquées ci-dessus.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**entérine** le nouveau calcul des abattements sur les tarifs de l'accueil périscolaire et des activités organisées par la commune hors périodes scolaires à partir de janvier 2010 à savoir :

- ➔ 50 % pour les revenus mensuels inférieurs à 350 €
- ➔ 30 % pour les revenus mensuels compris entre 351 et 500 €
- ➔ 20 % pour les revenus mensuels compris entre 501 et 800 €
- ➔ 10 % pour les revenus mensuels compris entre 801 et 1200 €
- ➔ 0 % pour les revenus mensuels supérieurs à 1201 €

Adopté à l'unanimité.

## 11) DROIT DE PREEMPTION

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- |   |                               |
|---|-------------------------------|
| ⇒ Terrain bâti section 1 n° 348/2       | rue du Saint Quentin          |
| ⇒ Terrain bâti section 9, n° 428/27     | mai de la Sole                |
| ⇒ Terrain bâti section 4, n° 189 et 195 | rue Schuman/chemin du Longeau |
| ⇒ Terrain bâti section 1, n° 263        | rue Saint Vincent             |



⇒ Terrain bâti section 4 n° 282/226

rue de Moulins

Dans le site classé :

⇒ Terrain non bâti section 8 n° 161,162 et 166

Les Baudiers

⇒ Terrain non bâti section 1 n° 61 et 70

derrière la Tour

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les terrains bâtis

En ce qui concerne le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles,

Le **Conseil Municipal** n'a pas souhaité acquérir le terrain sis section 8 n° 161,162, et 166

Par contre, il rappelle que la Commune lors du Conseil Municipal du 29 octobre 2009 s'est porté acquéreur du terrain non bâti section 1 n° 61 et 70 de 86 a 94 ca pour un montant de 18 000 €.

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 27 novembre 2009

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB